



Arrêté n° 2025-479-ST

Objet : Arrêté portant permission de voirie et réglementant la circulation au profit de l'entreprise BOUYGUES-ES pour des travaux situés route de La Génrière.

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,

Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 02.12.2025, par laquelle l'entreprise BOUYGUES ES demeurant ZA de Villejames 4 rue des sources 44350 GUÉRANDE, demande une autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public,

Considérant que le Domaine public doit être préservé,

Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

ARRÊTE

Article 1 – Permission de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 5 jours à compter du 19.01.2026, et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande. Nature des travaux : terrassement et pose d'un poteau béton.

Article 2 – Prescriptions techniques

Prescriptions générales :

Sauf prescriptions particulières, les réfections définitives seront à l'identique de l'existant. Les ouvrages hors sol seront cotés précisément avant travaux.

Prescriptions particulières :

1. Travaux réalisés sur voie appartenant pour moitié à la Commune de la Plaine, pour moitié à la Commune de Pornic. Les prescriptions de l'arrêté le plus contraignant s'appliqueront pour le bénéficiaire.
2. Réfection sur accotement et talus de fossé en mélange terre/pierre.
3. Réfection au droit des accès en GNT B 0/31,5 fermeture en 0/20.
4. Cheminements de canalisations orthogonaux vis à vis de l'axe de la voie.
5. Au passage sous fossé, la génératrice supérieure de la canalisation sera à au moins 0,20 m de la cote
6. du fil d'eau du fossé. Coquille béton interdite.
7. Remblaiement de tranchée conforme à l'intensité de trafic poids-lourds.
8. Réfection chaussée en grave bitume 10/14, couche de roulement en BBSG 0/10 avec joints émulsion.
9. Largeur de réfection en traversée égale à la plus grande largeur d'ouverture augmentée de 0,20 m de part et d'autre.
10. Largeur minimum de réfection en rive de chaussée égale à 0,80m.
11. Comme pour les canalisations, les réfections sont orthogonales vis à vis de l'axe de la voie.
12. Réfection provisoire en émulsion de bitume uniquement.

Article 3 – Réglementation de la circulation

1. Travaux réalisés par demi chaussée sous alternat géré par feux tricolores.
2. Stationnement, arrêt et dépassements interdits dans l'emprise de l'alternat.
3. Vitesse limitée à 30 km/h dans l'emprise de l'alternat.

Article 4 – Sécurité et signalisation du chantier

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son chantier. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 5 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la Collectivité comme en matière de contributions directes

Article 6 – Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 – Délais et voie de recours

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes, 6 Allée de l'île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le bénéficiaire peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision

La Plaine-sur-Mer, le 30.12.2025

Benoît BOULLET
Adjoint au Maire



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 0610111978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification, qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service voirie de la Mairie de LA PLAINE-SUR-MER.

Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz,
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer